

DEPARTEMENT DES PYRENEES ORIENTALES
VILLE DE CERET

DECISION DU MAIRE PAR DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL
(Article L.2122-22 du CGCT)

Date d'affichage :

Demande de Subvention auprès de la Région Occitanie Pyrénées Méditerranée et de la Communauté de Communes du Vallespir pour l'opération de création d'un centre de santé

Le Maire de la commune de CERET (Pyrénées-Orientales),

VU l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux délégations de pouvoirs susceptibles d'être consenties par le Conseil Municipal au Maire,

VU la délibération n°34/2020 du Conseil Municipal en date du 15 juillet 2020, portant délégation de pouvoir au Maire dans le cadre des articles L2122-22 et L2122-23 du Code Général des Collectivités territoriales, et ce pour la durée de son mandat,

Vu la délibération n°119/2022 du Conseil Municipal en date du 21 septembre 2022 portant appel à manifestation d'intérêt pour rejoindre le Groupement d'Intérêt Public en préfiguration pour la création de Centres de santé,

Vu la délibération n°122/2022 du Conseil Municipal en date du 19 octobre 2022 autorisant la conclusion d'un avant contrat de vente de la maison d'habitation cadastrée AZ 157 pour un montant de 510 000 €uros, pour le projet immobilier de création du futur Centre Public de Santé,

Vu le dispositif régional de soutien aux projets de maisons et centres de santé pluri-professionnels,

Vu le projet de création du Centre Public de Santé,

DECIDE

Article 1er – De solliciter :

- Auprès de la Région Occitanie Pyrénées Méditerranée, dans le cadre du projet de santé régional, et

- Auprès de la Communauté de Communes du Vallespir, au titre des Fonds de concours pour un projet structurant,

pour le financement de l'achat d'un bien immobilier situé en cœur de ville, en vue d'y créer un centre de santé.

Article 2 – Le montant total des subventions sollicitées s'élève à 340.000,00 €uros

Article 3 – Le plan de financement total de l'opération s'établi comme suit :

FINANCEURS	Montant €
Conseil Régional OPM	170 000.00 €
Communauté de Communes du Vallespir	170 000.00 €
Autofinancement	170 000.00 €
Total	510 000.00 €

Article 4 – Monsieur le Maire est autorisé à déposer les demandes de subvention sus mentionnées.

Article 5- Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera portée à la connaissance du Conseil Municipal.

Article 6 - La présente décision :

- Sera transmise à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales au titre du contrôle de légalité.

- Peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de CERET dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification, et de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet.

- Peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier par courrier ou sur le site Télérecours citoyens (www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite de Monsieur le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Le Maire certifie le caractère exécutoire de la présente décision par l'accomplissement des formalités de contrôle de légalité.

Fait à CERET, le 12 décembre 2022

Le Maire,



Michel COSTE